

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection des
populations

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/9220
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1993 modifié au titre de l'installation classée « SCEA DE LA BILLARDAIS » l'autorisant à exploiter à TADEN au lieu-dit « La Billardais » un élevage porcin d'une capacité maximale de 1119 pl. animaux équivalents (soit 796 pl. engraissement et 717 pl. post sevrage) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2004 modifié au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL BOUETARD », l'autorisant à exploiter à PLOUER SUR RANCE au lieu-dit « La Renaudais » un élevage porcin de 2431 pl. animaux équivalents (soit 1036 pl. engraissement, 1100 pl. post sevrage, 303 pl. gestantes verraterie, 80 pl. maternité, 26 pl. quarantaine) ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 14 octobre 2009 au titre de l'installation classée « EARL BOUETARD Jean-François » relatif à l'exploitation d'un élevage porcin d'une capacité maximale de 232 pl. animaux équivalents (pl. engraissement) exploité sur le site de « La Landelle » à QUEVERT ;
- VU l'accusé réception délivré le 10 février 2006 au titre de l'installation classée « G.F.A. DES AUBRIAIS » pour la régularisation de la reprise de l'élevage porcin autorisé le 24 septembre

1993 modifié au nom de la SCEA DE LA BILLARDAIS pour un cheptel de 1119 pl. animaux équivalents (soit 796 pl. animaux équivalents et 717 pl. post sevrage) et exploité sur le site de « La Billardais » à TADEN ;

VU l'accusé réception délivré le 10 février 2006 au titre de l'installation classée «EARL LA FERME DU DOMAINE » pour la reprise de l'élevage porcin autorisé le 24 septembre 1993 modifié au nom du « G.F.A. DES AUBRIAIS » pour un cheptel de 1119 pl. animaux équivalents (soit 796 pl. animaux équivalents et 717 pl. post sevrage) et exploité sur le site de « La Billardais » à TADEN ;

VU la demande présentée le 18 juillet 2011 modifiée par l'installation classée « **E.A.R.L. BOUETARD** », sise « Les Aubriais » à PLESLIN TRIGAVOU, en vue de :

- la restructuration externe d'un élevage porcin autorisé, suite à la reprise d'un élevage porcin autorisé le 24 septembre 1993 modifié au nom de l'EARL LA FERME DU DOMAINE à TADEN (1119 pl. animaux équivalents) avec transfert,
- la restructuration interne avec rapatriement des 232 pl. engraissement déclarées du site de « La Landelle » à QUEVERT sur le site de "La Renaudais" à PLOUER SUR RANCE soit un cheptel de 4110 pl. animaux équivalents (2600 pl. engraissement, 1300 pl. post sevrage, 308 pl. gestantes verraterie, 100 pl. maternité et 26 pl. quarantaine) après regroupement
- la mise aux normes bien-être des truies,
- la mise à jour du mode de gestion des effluents,
- une demande de dérogation de distance par rapport à un tiers ;
- la construction de deux bâtiments porcins post sevrage et engraissement et d'une fosse à PLOUER SUR RANCE au lieu-dit « La Renaudais » (Section ZA n° 101-119);
- la désaffectation des sites de "La Billardais" à TADEN et "La Landelle" à QUEVERT ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} février 2012 au 2 mars 2012 et le registre d'enquête tenu à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations,

VU la saisine des conseils municipaux de PLOUER SUR RANCE, LANGROLAY SUR RANCE, PLESLIN TRIGAVOU , QUEVERT , TADEN et TREMEREUC ;

VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 13 octobre 2011 ,

VU la saisine le 13 octobre 2011 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile;

VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 13 octobre 2011 ;

VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 13 octobre 2011 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 octobre 2012 ;

VU la présentation de la demande devant le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni en séance le 26 octobre 2012

CONSIDERANT que la demande prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les parcelles concernées par la zone Natura 2000 et la zone conchylicole ne reçoivent pas de déjections ;

CONSIDERANT l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire notamment les élevages porcins soumis à autorisation au titre du Livre 5 de l'environnement et notamment l'article 18 lequel précise que la fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée et que l'analyse du projet de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures (PVEF) montre que l'exploitant et les prêteurs sont en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation, compte tenu des assolements et rotations imposées ;

CONSIDERANT que l'éleveur a opté pour la mise en place d'un traitement mobile pour respecter l'équilibre phosphore ;

CONSIDERANT que l'élevage est déjà autorisé ,

CONSIDERANT que la restructuration intégrera la mise aux normes bien-être truies, dont une partie sera logée sur paille;

CONSIDERANT que l'autorité environnementale n'a pas émis d'observation sur le dossier présenté ;

CONSIDERANT l'avis favorable du commissaire enquêteur et les observations contenues dans le registre d'enquête,

CONSIDERANT l'avis favorable de l'inspecteur des installations classées,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

Le pétitionnaire est autorisé au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. BOUETARD** », sise « les Aubriais » à PLESLIN TRIGAVOU est autorisé à exploiter à PLOUER SUR RANCE au lieu-dit « La Renaudais » (section ZA n° 101-119), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, et à moins de 35 mètres du cours d'eau le plus proche conformément aux plans annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4110 pl. animaux équivalents réparties comme suit

Site «La Renaudais » »	Animaux-équivalents (PAE)
100 pl. maternité	soit 300 PAE
308 pl. gestantes-verraterie	soit 924 PAE
1300 pl. post-sevrage	soit 260 PAE
2600 pl. engraissement	soit 2600 PAE
26 pl. quarantaine infirmerie	soit 26 PAE
<i>Total : 4334 animaux</i>	<i>Total : 4110 pl. animaux-équivalents</i>

:

Une partie de l'élevage (soit 180 pl. truies) sera sur litière sur paille .

=>une zone pour le traitement des lisiers par une unité mobile de traitement (UMT) comprenant :

- une plate-forme de réception de l'UMT,
- un réacteur pour le brassage du lisier et des réactifs,
- un silo couloir pour les co-produits lors du travail de nuit ;
- une fosse de stockage de l'effluent épuré.

Une partie des déjections de l'élevage ci-dessus fera l'objet d'un traitement, à savoir : 510 kg d'azote (156 m3 de lisier) sur 27 719 kg d'azote (6635 m3) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 27 209 kg d'azote, sera épandu sous forme de lisier brut ou de fumiers.

Pour l' exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions définies ci dessous.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :

2.1 - *Effectifs* :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 408 reproducteurs (truies verrats), 2600 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1300 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 386 reproducteurs (truies verrats). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 6880 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 10080 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2 - *Alimentation biphase* :

2.2.1 - L'alimentation biphase est en place, et sera maintenue.

2.2.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - *Sécurité* :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4. - *Autres :*

2.4.2. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA LITIÈRE DE PAILLE ACCUMULEE

3.1 - La litière de paille accumulée, utilisée pour les truies gestantes, devra être employée à la dose moyenne de 2,4 kg/truie/jour (paillage hebdomadaire); l'évacuation du fumier se fera toutes les 2-3 semaines jusqu'à 3 mois. La surface par truie sera de 3,4 m² minimum (dont 2 m² pour l'aire de repos).

Le bâtiment devra posséder une ventilation régulée et être suffisamment isolé et/ou posséder un système de chauffage afin de maintenir une ambiance relativement chaude au-dessus de la litière et éviter les pertes de chaleur vers le sol.

En règle générale, les caractéristiques du bâtiment devront permettre le maintien d'une bonne litière.

3.2 - Flux de pollution relatifs à la litière de paille accumulée. En fin de maturation, les litières destinées à l'épandage devront respecter la valeur suivante :

Litières	Flux annuel
N total	2124 kg

3.3 - Autosurveillance

3.3.1 - Suivi :

Toutes les opérations effectuées relatives à la conduite de la litière seront consignées sur un cahier d'exploitation avec au minimum :

- Date d'entrée des animaux
- nombre d'animaux.
- quantité de paille utilisée (à la mise en place et total).
- date d'évacuation de la litière produite et quantité.
- date des prélèvements et résultats des analyses effectuées.

Toute dégradation susceptible d'entraîner une perturbation de la conduite de la litière devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à une analyse du taux de matières sèche sur les trois premières litières produites.

Ensuite, si les résultats sont satisfaisants, il sera procédé annuellement à l'analyse de la MS d'une litière produite.

Les prélèvements devront être représentatifs de la litière.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les prélèvements et échantillonnages seront effectués suivant le protocole décrit par ce laboratoire.

Les résultats seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

ARTICLE 4 - MISE EN PLACE DE LA LITIERE BIO-MAITRISEE

L'élevage sur litière sera mis en place dès que la mise aux normes bien-être des bâtiments sera effective.

L'éleveur avertira le service des installations classées de la date de mise en place.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE TRAITEMENT DES LISIERS :

5.1. - Les inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

5.2. - *Aux fins de contrôles*, seront placés sur l'UMT :

- un débitmètre pour comptabiliser la totalité du lisier brut introduit, tout élevage confondu, depuis la mise en service de l'UMT. Des relevés de ce débitmètre seront effectués en présence de l'éleveur à l'arrivée et au départ de l'UMT de l'élevage. Ces relevés seront notés sur le cahier d'exploitation de l'UMT,

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit.

Les co-produits seront pesés lors de leur enlèvement qui sera immédiat.

5.3. - Un dispositif de sécurité sera mis en place sur l'UMT pour prévenir tout risque d'accident lors d'un dysfonctionnement de l'UMT.

5.4. - Débits et flux de pollution entrant dans l'UMT :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	156 m3
N Global	510 kg

5.5. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidu organique	Flux annuel maximal
Volume	16 Tonnes
N Global	117 kg

Lisier séparé	Flux annuel maximal
Volume	140 m3
N Global	393 kg

5.6. - Auto surveillance :

5.6.1 - Durant la période de traitement, l'éleveur fera procéder par le prestataire de service chargé de

l'exploitation de l'UMT, quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'UMT ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit .

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate situé sur l'UMT.

Les mesures de volumes et les relevés de compteurs seront consignés sur le cahier d'exploitation de l'UMT.

Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée.

5.6.2 - Pour chaque passage de l'UMT dans l'élevage, l'éleveur fera réaliser par le prestataire de service chargé de l'exploitation de l'UMT un bilan matière comprenant :

- un bilan des volumes de lisier brut entrant, des additifs incorporés et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MS, Nk, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif du lisier traité au cours du passage de l'UMT dans l'élevage et sera prélevé dans la fosse de stockage après homogénéisation ;
- une analyse du co-produit (MS, Nk, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le caisson ou le silo de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MS, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé en sortie de l'UMT.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

5.6.3 - Après chaque passage de l'UMT dans l'élevage, l'éleveur se fera remettre par le prestataire de service chargé de l'exploitation de l'UMT, dans un délai maximum de deux mois après la reprise des coproduits organique et minéral, un compte-rendu comprenant :

- le bilan matière décrit ci-dessus accompagné des comptes-rendus d'analyses du laboratoire;
- une copie de la facture de la prestation ;
- une copie de la page correspondante du cahier d'exploitation de l'UMT ;
- la liste des éventuels incidents survenus durant le passage de l'UMT ;

Une copie de tous les compte-rendus sera envoyée par le prestataire de service chargé de l'exploitation de l'UMT, à la fin de chaque année civile au service des installations classées.

5.7. - Validation de l'auto surveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mises en forme des données....) sont réalisées correctement. A cette fin, l'UMT sera validée annuellement par un organisme valideur habilité par le service des Installations Classées et l'Agence de l'Eau. Cette validation pourra avoir lieu sur le site de l'élevage.

ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE.

6.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 7921 m³.

6.2. - Les co-produits seront stockés dans un silo couloir.

6.3. - Le lisier séparé sera stocké dans une fosse de 196 m³.

6.4. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, co-produits, effluent épuré) et l'UMT devront être munis de dispositifs de sécurité destinés à prévenir tout risque d'accident.

6.5. - Les co-produits seront transférés, 16 tonnes (117 unités), dans le cadre d'un contrat de reprise, par FERTIVAL - IC 2170. Un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant, pour chaque transfert, la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom de l'installation classée 2170 de destination. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier de fertilisation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des co-produits conforme à la réglementation ou réduire les effectifs animaux de l'élevage en rapport avec la capacité maximale d'exportation du plan d'épandage.

6.6. - Les lisiers bruts non traités ainsi que l'effluent épuré seront éliminés par épandage conformément à l'annexe au présent arrêté.

6.7. - Le transport de lisiers bruts, d'effluent épuré et de co-produits ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DU TRAITEMENT.

7.1. - Les travaux décrits à l'article 1.2 nécessaires au fonctionnement de l'UMT seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Le traitement devra débuter dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

7.2 - En cas d'indisponibilité provisoire de l'UMT, le lisier sera stocké sur l'exploitation. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas d'indisponibilité définitive de l'UMT et après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale d'exportation du plan d'épandage.

7.3 - L'éleveur, par l'intermédiaire de son prestataire de service, devra informer trimestriellement le service des Installations Classées des dates de passage de l'UMT.

ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS EN MATIERE D' INTERDICTIONS REGLEMENTAIRES ET PERIMETRES DE PROTECTION :

Le plan d'épandage est concerné par le périmètre de protection de captage du "Bois Riou". L'îlot 21 d'une surface de 2,79 ha se situe dans la zone sensible du périmètre rapproché. L'exploitant devra respecter l'arrêté du 24 février 2001.

La parcelle cadastrée section AK n°117 sur la commune de PLOUER SUR RANCE ne fera l'objet d'aucune fertilisation azotée.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS EPANDAGE SUR CEREALES :

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EPANDAGE

L'épandage sera réalisé avec des outils adaptés permettant une bonne gestion de la fertilisation des cultures, et de limiter l'émission d'odeur, (utilisation de pendillards et d'enfouisseurs).

ARTICLE 11 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (M.T.D.)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 12 - PRESCRIPTION PARTICULIERE CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE:

L'arrêt des ateliers porcins pour :

- 232 places engraissement sur le site "La landelle" à QUEVERT

- 976 places engraissement et 717 places post-sevrage sur le site « La Billardais » à TADEN sera effectif dès que les projets de restructuration interne et externe seront réalisés sur le site "La Renaudais" en PLOUER SUR RANCE.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 13- :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 24 août 2004 modifié (14 octobre 2009) , l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1993 modifié (13 novembre 2001) au nom de la SCEA ELEVAGE DE LA BILLARDAIS ainsi que le récépissé de déclaration du 14 octobre 2009 au nom de l'EARL BOUETARD Jean –François.

ARTICLE 14 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 15 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 16:

Une copie du présent arrêté sera

- déposée à la mairie de PLOUER SUR RANCE pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de PLOUER SUR RANCE pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 17- DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;

- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, ou, le cas échéant, dans le délai de six mois suivant la mise en service effective de l'installation.

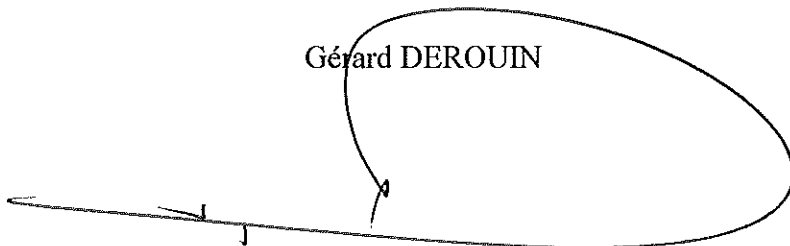
ARTICLE 18 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de DINAN, le maire de PLOUER SUR RANCE et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LANGROLAY SUR RANCE, .PLESLIN TRIGAVOU, QUEVERT, TADEN et TREMEREUC.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 16 JAN. 2013

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Gérard DEROUIN

A large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to be 'Gérard DEROUIN', written over the printed name.